

# Enseignants détachés: une affaire à suivre

A l'automne 2011, une soi-disant pétition, lancée sur internet par SOS-Education, réclamait la suppression de 15000 postes par an pendant cinq ou six ans dans l'Education Nationale.

Le coup était génial.

La suppression des postes en question ayant déjà été décidée par le gouvernement, la pétition en elle-même ne servait donc à rien.

Elle servait en réalité à apporter une caution à la décision gouvernementale en attisant les haines populistes contre le Mammouth, comme cela apparaissait de toute évidence dans la vidéo d'accompagnement.

Cette fausse pétition était logiquement téléguidée par l'équipe Sarkozy, mais SOS-Education, chargée de la basse besogne, lui en épargnait l'impopularité prévisible. SOS-Education est en effet cataloguée extrême droite, et non UMP, par les intellectuels de gauche.

Le plus génial dans cette pseudo-pétition consistait à rejeter sur les seuls syndicats la responsabilité du marasme du système éducatif.

En affirmant ensuite que les postes supprimés seraient uniquement des postes d'enseignants détachés dans les syndicats, chacun pouvait en déduire facilement que le fonctionnement du Mammouth ne pourrait que s'améliorer avec l'allègement d'effectif demandé

En réalité, la dégradation progressive de l'enseignement français depuis les années 1960 est le résultat d'amours secrètes entre une classe dirigeante affairiste et l'appareil du Mammouth. Ces amours secrètes se cachent derrière une guéguerre de façade,

Voir par exemple les articles intitulés:

1°) « Mai 68: la propagande officielle vous cache l'essentiel »

2°) « Les 7 casseroles de Valérie Pécresse »

3°) "Fabriquer des crétins pour dynamiser la France"

4°) "Les deux heures de "soutien" scolaire: un calcul de voyous"

Les postes d'enseignants détachés dans le syndicalisme ou dans le flicage des forums internet sont indispensables à la tranquillité des gouvernements et font l'objet de toutes leurs attentions. C'est pourquoi, dans les appareils syndicaux, chacun riait sous cape et personne ne semble avoir répliqué à la fausse pétition de SOS-Education.

Dans le scénario réellement escompté, et contrairement à l'idée suggérée par la pseudo-pétition, les suppressions de postes n'allaient pas concerner des postes d'enseignants détachés, mais bel et bien des postes d'enseignants réellement en charge d'élèves. D'où une augmentation du nombre d'élèves par enseignant et une augmentation des absences non remplacées.

Après quoi les clientèles les plus naïves des deux camps politiques étaient censées rejeter chacune sur l'autre camp la responsabilité de cette nouvelle dégradation de la situation. D'un côté le scénario prévoyait logiquement qu'on s'en prenne à « l'agresseur capitaliste », de l'autre côté il prévoyait qu'on s'en prenne aux enseignants, ou, plus habilement, aux plus mauvais d'entre eux.

Au cours de sa campagne électorale, François Hollande annonçait au contraire des créations de postes dans l'Education Nationale. Par delà les contraintes clientélistes des campagnes électorales, que faut-il penser de tout cela?

Le problème de fond est dans la recherche de l'intérêt général. Fonctionnaire ou pas, enseignant détaché ou au contraire réellement en charge d'élèves, comment réaliser les conditions pour que chaque citoyen puisse le servir au mieux.

La condition impérative d'une réponse efficace est justement et d'abord dans une information et un débat débarrassés de la manipulation qui nous est coutumière.

Les appareils syndicaux, comme d'ailleurs les contributeurs de Wikipédia, sont capables du meilleur et du pire. Qui aime bien châtie bien. La bataille des orthographes alternatives, celle des alphabets, celle de l'information, sont le meilleur service que l'on puisse rendre à la société.